

*Direction de l'évaluation de la performance,  
de l'achat, des finances et de l'immobilier*

Service de l'Achat, de l'Innovation et de la  
Logistique du Ministère de l'Intérieur  
Sous-direction de l'Achat et du Suivi de  
l'Exécution des marchés  
Bureau des Achats Immobiliers et Prestations

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

<b>Objet de la consultation</b>	Acquisition et maintien en condition opérationnelle des ateliers d'énergie, d'élément d'énergie renouvelable, d'équipements et de prestations associées, pour les sites de télécommunication du ministère de l'Intérieur
<b>Procédure</b>	Appel d'offres ouvert prévu à l'article L.2124-2 du code de la commande publique
<b>Nature du marché public</b>	Prestations de fournitures (CCAG – FCS)
<b>Référence</b>	PRA034511_MCO_Ateliers_Energie
<b>Pièces annexes au règlement de la consultation</b>	RC_Anx_1_DQE RC_Anx_2_CADRE_REPONSE_TECHNIQUE RC_Anx_3_PV de réception de l'échantillon RC_Anx_4_modop_remise_plis

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
1.1 Représentant du pouvoir adjudicateur .....	4
1.2 Objet de la consultation .....	4
1.3 Procédure de passation .....	4
1.4 Forme de l'accord-cadre.....	4
1.5 Allotissement .....	5
1.6 Durée de l'accord-cadre et début d'exécution des prestations .....	5
1.7 Montants de l'accord-cadre.....	5
1.7.1 Montants estimatifs (non contractuels).....	5
1.7.2 Montants contractuels.....	5
1.8 Modalités essentielles de paiement .....	5
1.9 Recours à la sous-traitance.....	5
1.10 Candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques .....	6
<b>ARTICLE 2 - DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>6</b>
2.1 Contenu des documents de la consultation .....	6
2.2 Demandes de précisions relatives au dossier de consultation.....	7
2.3 Modifications du dossier de consultation .....	7
<b>ARTICLE 3 - VISITE DE SITE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES DES OFFRES REMISES .....</b>	<b>8</b>
<b>4.1 Généralités .....</b>	<b>8</b>
4.1.1 Acceptation sans réserve des dispositions contractuelles .....	8
4.1.2 Langue utilisée .....	8
4.1.3 Monnaie de référence.....	8
<b>4.2 Date et heure limites de réception des offres .....</b>	<b>8</b>
<b>4.3 Remise de l'échantillon .....</b>	<b>8</b>
<b>4.4 Durée de validité des offres .....</b>	<b>9</b>
4.4.1 Durée minimale applicable à la présente consultation .....	9
4.4.2 Prorogation de la date limite de validité des offres.....	9
<b>ARTICLE 5 – CONTENU DE LA CANDIDATURE.....</b>	<b>9</b>
<b>5.1 Modalités de communication et contenu des éléments de candidature .....</b>	<b>9</b>
<b>5.2 Stockage numérique des attestations sociales et fiscales.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 6 - CONTENU DE L'OFFRE .....</b>	<b>11</b>
6.1 L'offre technique.....	11
6.2 L'offre financière .....	12

6.3 L'engagement de confidentialité .....	12
<b>ARTICLE 7 - SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</b>	<b>12</b>
7.1 Examen des candidatures.....	12
7.2 Examen des offres .....	13
7.3 Critères d'attribution des offres.....	13
<b>ARTICLE 8 - ACHEVEMENT DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>15</b>
8.1 Attribution de l'accord-cadre.....	15
<b>8.2 Mise au point des composantes de l'accord-cadre .....</b>	<b>16</b>
<b>8.3 Offres non retenues .....</b>	<b>16</b>
<b>8.4 Abandon de procédure .....</b>	<b>16</b>

## **ARTICLE 1 - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE LA CONSULTATION**

### **1.1 Représentant du pouvoir adjudicateur**

---

Les coordonnées du représentant du pouvoir adjudicateur sont les suivantes :

Ministère de l'Intérieur

Secrétariat général

Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier

Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'Intérieur

Sous-direction de l'achat et du suivi et de l'exécution des marchés

Place Beauvau – immeuble Le Garance - 75800 PARIS cedex 08

Le pouvoir adjudicateur est représenté par monsieur le Sous-directeur de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés.

### **1.2 Objet de la consultation**

---

L'accord-cadre a pour objet l'acquisition et le maintien en condition opérationnelle des ateliers d'énergie, d'élément d'énergie renouvelable, d'équipements et de prestations associées, pour les sites de télécommunication du ministère de l'Intérieur.

Les prestations à réaliser sont détaillées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

Le marché public concerné par la présente consultation est un marché de fournitures au sens de l'article L.1111-3 du code de la commande publique.

Le marché s'inscrit dans un renouvellement d'un lot issu d'un accord-cadre ayant atteint le montant maximum contractuel.

### **1.3 Procédure de passation**

---

La procédure utilisée pour la consultation est celle de l'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

### **1.4 Forme de l'accord-cadre**

---

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire conforme aux dispositions de l'article L.2125-1-1° du code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

L'accord-cadre s'exécutera à bons de commande.

## **1.5 Allotissement**

---

L'accord-cadre n'est pas alloti, dans le respect des dispositions de l'article L.2113-11 du code de la commande publique. L'allotissement du marché serait de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuses les prestations d'organisation, de pilotage et de coordination incluses dans l'accord-cadre si elles étaient attribuées en lots séparés par corps techniques.

L'administration s'adresse à un interlocuteur unique, ce qui constitue un gain de temps et une meilleure réactivité face à des incidents de diverses natures, en évitant la multiplication des contrats et la dispersion des responsabilités.

## **1.6 Durée de l'accord-cadre et début d'exécution des prestations**

---

Le présent accord-cadre est conclu pour une période de trois (3) ans à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit une (1) fois, pour une période de douze (12) mois, par une décision expresse de l'administration notifiée au titulaire, soit une durée maximale de quatre (4) ans.

Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans que celle-ci ne puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La date-limite d'exécution des bons de commande définie ci-dessus correspond à la date de fin d'exécution des prestations et de début des opérations de vérification des prestations telles que décrites à l'article IX du CCAP.

## **1.7 Montants de l'accord-cadre**

---

### **1.7.1 Montants estimatifs (non contractuels)**

A titre indicatif et sans engagement contractuel, le montant de l'accord-cadre est estimé à 6 520 833,33 euros HT, soit 7 825 000 euros TTC, reconduction comprise.

### **1.7.2 Montants contractuels**

Le montant maximum contractuel des prestations est fixé à 8 333 333,33 euros HT, soit 10 000 000 euros TTC, reconduction comprise.

## **1.8 Modalités essentielles de paiement**

---

Le paiement par virement bancaire des opérations est effectué sur le budget du ministère de l'Intérieur, avec un délai maximum de paiement de trente (30) jours.

Les dispositions applicables à l'avance sont décrites dans le CCAP.

## **1.9 Recours à la sous-traitance**

---

La sous-traitance n'étant autorisée que pour les marchés de services et de travaux, le titulaire ne pourra sous-traiter que la livraison.

Le recours à la sous-traitance est admis dans les conditions des articles R2393-1 et suivants du code de la commande publique. Le titulaire demeure le seul interlocuteur du ministère, et assume l'entière

responsabilité des prestations objet de l'accord-cadre. De plus, l'ensemble des conditions liées aux qualifications, habilitations ou autres sont appliquées aux sous-traitants.

La déclaration de sous-traitance doit comporter les informations énumérées à l'article R2193-1 du code de la commande publique y compris les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le ministère de l'économie, des finances et de la relance met à disposition des entreprises titulaires de marchés publics le formulaire DC 4 accessible sur son portail internet à l'adresse internet ci-dessous :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le ministère avant toutes interventions sur sites.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement correspondant est possible en cours d'exécution de l'accord-cadre. Les déclarations de sous-traitance seront alors transmises à l'administration selon les modalités décrites au cahier des clauses administratives de l'accord-cadre.

Toute sous-traitance non déclarée pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risque du titulaire.

**La demande d'agrément d'un sous-traitant de la part du titulaire doit intervenir dans un délai minimum de trois (3) semaines avant son intervention sur site.**

Cet agrément ne peut être évoqué comme motif de retard dans les prestations à réaliser au titre de l'accord-cadre.

## **1.10 Candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques**

Un candidat peut présenter son offre sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire dans les conditions prévues par les articles R. 2142-19 à R. 2142-26 du code de la commande publique et sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence.

Sans préjudice de l'article L.2141-13 du code de la commande publique, la composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la remise de la candidature et la date de signature de l'accord-cadre, sous réserve des cas particuliers prévus à l'article R. 2142-26 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 2 - DOSSIER DE CONSULTATION**

### **2.1 Contenu des documents de la consultation**

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- ✓ Le présent règlement de consultation et ses annexes :
  - RC\_Anx\_1\_DQE
  - RC\_Anx\_2\_CADRE\_REPONSE\_TECHNIQUE
  - RC\_Anx\_3\_PV de réception de l'échantillon
  - RC\_Anx\_4\_modop\_remise\_plis (hors échantillon)

- ✓ L'avis d'appel public à la concurrence
- ✓ L'annexe financière :
  - Annexe 1 – Bordereau des prix unitaires
- ✓ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
  - Annexe\_1\_Sécurité-générale\_MCO
  - Annexe\_2\_ERR\_MCO
  - Annexe\_3\_RGPD MCO
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : LISTE-DES-PRESTATIONS
  - Annexe 2 : DESCRIPTIF\_DES\_PIECES\_DETACHEES\_RNT
  - Annexe 3 : CARACTÉRISTIQUE ALIMENTATION SANS INTERRUPTION (ASI)
  - Annexe 4 : DÉCOUPAGE DES PRESTATIONS ET DES LIVRABLES (DPL)
- ✓ Les formulaires de déclaration du candidat
  - Formulaire DC 1
  - Formulaire DC 2
  - Formulaire DC 4

## 2.2 Demandes de précisions relatives au dossier de consultation

---

Jusqu'au **dixième jour calendaire** précédant la date limite de réception des plis indiquée en page de garde du présent document, les opérateurs économiques peuvent demander toutes les précisions qu'ils jugent utiles à l'établissement de leur offre.

Dans ce cadre, la demande de précisions doit être adressée à l'acheteur via le système de questions réponses disponible sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE). **L'acheteur apporte les réponses** aux demandes de précisions présentées par les opérateurs économiques par le même dispositif **au plus tard six (6) jours** calendaires avant la date limite de réception des plis.

## 2.3 Modifications du dossier de consultation

---

L'administration peut, au plus tard six (6) jours avant la date limite de réception des plis, apporter des modifications au dossier de consultation. Elle en informe les candidats sur la PLACE.

En cas de modification majeure apportée au dossier de consultation, la date de remise des plis peut être reportée à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

## ARTICLE 3 - VISITE DE SITE

Sans objet

## ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES DES OFFRES REMISES

### 4.1 Généralités

#### 4.1.1 Acceptation sans réserve des dispositions contractuelles

Le fait de soumettre une offre signifie que le candidat accepte sans réserve les dispositions du CCAP et du CCTP, annexes comprises.

#### 4.1.2 Langue utilisée

Les offres dans leur intégralité sont rédigées exclusivement en langue française.

Si les documents techniques accompagnant l'offre sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés de leur traduction en français.

#### 4.1.3 Monnaie de référence

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro (symbole : €).

### 4.2 Date et heure limites de réception des offres

En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Seuls peuvent être ouvertes les offres dématérialisées qui ont été reçues au plus tard aux date et heure limites de réception des offres mentionnées dans l'avis d'appel public à la concurrence, et rappelées au présent article.

Les offres dématérialisées parvenues hors délai sont éliminées par le pouvoir adjudicateur sans avoir été ouvertes.

#### **Date et heure limites de réception des offres et des échantillons :**

**16 JUILLET 2025 à 14h00**

L'heure limite précise est 14 heures, zéro minute, zéro seconde.

Le fuseau horaire, sur lequel sont rattachées cette date et heure limites, est celui de Paris.

### 4.3 Remise de l'échantillon

L'échantillon sera livré dans le délai imparti pour la remise des offres, mentionné à l'article précédent du présent règlement, à l'adresse suivante :



**SERVICE CENTRAL DES RESEAUX ET TECHNOLOGIES AVANCEES (SCRTA)**  
**71 rue Marceau**  
**72000 LE MANS**

Le colisage comporte l'objet de la consultation avec la mention « **ECHANTILLON** » conformément aux indications ci-après :

**ECHANTILLON**

**APPEL D'OFFRES OUVERT POUR**

*« Acquisition et maintien en condition opérationnelle des ateliers d'énergie, d'élément d'énergie renouvelable, d'équipements et de prestations associées, pour les sites de télécommunication du ministère de l'Intérieur »*

**SERVICE CENTRAL DES RESEAUX ET TECHNOLOGIES AVANCEES (SCRTA)**  
**71 rue Marceau**  
**72000 LE MANS**

#### **4.4 Durée de validité des offres**

##### 4.4.1 Durée minimale applicable à la présente consultation

**Les offres sont valables six (6) mois** à compter de la date limite de remise des offres.

##### 4.4.2 Prorogation de la date limite de validité des offres

La date limite de validité des offres peut être prorogée à la demande de l'administration, à condition que l'ensemble des candidats admis à présenter une offre donnent leur accord.

## **ARTICLE 5 – CONTENU DE LA CANDIDATURE**

### **5.1 Modalités de communication et contenu des éléments de candidature**

Pour justifier de sa qualité pour recevoir des commandes de l'Etat et ses capacités au regard de l'objet de l'accord-cadre, le candidat utilise le(s) support(s) de son choix. Il doit impérativement présenter sa candidature selon l'une des modalités qui suit :

1<sup>ère</sup> modalité : le soumissionnaire transmet l'ensemble des documents visés ci-après :

❑ Situation juridique propre des opérateurs économiques :

Le candidat transmet les documents mentionnés ci-dessous :

- la lettre de candidature ( en utilisant le formulaire DC1)
- la déclaration du candidat ( en utilisant le formulaire DC2)

Ces deux documents et leurs notices sont disponibles en téléchargement à l'adresse internet suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Si le candidat se présente en groupement, quelle que soit sa forme (conjointe ou solidaire), le pouvoir adjudicateur exprime sa préférence pour le mandataire produise un document d'habilitation, dans lequel figure explicitement le nom et les références de publication de la consultation, signé par chacun des membres du groupement, justifiant de la capacité du mandataire à intervenir en leur nom et pour leur compte, dès le stade de la remise des éléments de candidature.

❑ Informations relatives à la capacité économique et financière du candidat :

Le candidat transmet une déclaration concernant :

- le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles ;

Pour ce faire, le candidat renseigne le formulaire DC2

Le candidat qui n'est pas en mesure de fournir les éléments demandés ci-dessus, notamment en raison de sa date récente de création, peut prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur.

❑ Informations relatives aux capacités techniques et professionnelles du candidat :

Le candidat transmet une déclaration indiquant, pour chacune des trois dernières années :

- les effectifs moyens annuels ;

- l'importance du personnel d'encadrement.

- la liste des principales fournitures en rapport avec l'objet du marché, effectués au cours des trois dernières années en précisant le montant, la date et le client public ou privé ;

- le CACES : Le candidat apportera la preuve que les personnels étant amenés à conduire certains équipements de travail mobiles automoteurs ou servant au levage lors des prestations du présent accord-cadre, disposent des compétences théoriques et pratiques nécessaires à la conduite en sécurité de ce type d'engins.

❑ Présentation des autres opérateurs économiques (cotraitants et sous-traitants) :

Le candidat qui souhaite se prévaloir des capacités d'autres opérateurs économiques doit fournir les mêmes documents que ceux exigés de lui par le pouvoir adjudicateur concernant ces opérateurs.

De plus, le candidat produit un engagement écrit de ces opérateurs justifiant qu'il disposera de leurs capacités pour l'exécution du présent accord-cadre.

En cas de cotraitance, le dossier de candidature doit comporter un formulaire DC1 et un formulaire DC2 pour chaque cotraitant.

En cas de sous-traitance déclarée au stade de la passation du marché public, le dossier de candidature doit comporter un formulaire DC2 pour chaque sous-traitant.

2<sup>ème</sup> modalité : le soumissionnaire présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) :

En application de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (ci-après DUME).

Dans ce cas, le soumissionnaire transmet à l'administration un formulaire établi conformément au modèle fixé en annexe 2 du règlement d'exécution (UE) 2016/7 de la Commission du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen. Le DUME doit être rédigé en français.

Le candidat peut se limiter à indiquer dans le DUME qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Le candidat peut réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

## 5.2 Stockage numérique des attestations sociales et fiscales

En vertu de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

1° d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation;

2° d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

A cette fin, l'acheteur propose au candidat l'utilisation de la plateforme **e-Attestations.com** :

**e-Attestations.com** est une plateforme de collecte et de vérification des certificats et attestations requis au titre de la réglementation pour la signature des marchés et lors de leur exécution. Son utilisation est gratuite et permet de déposer régulièrement et en toute sécurité les attestations demandées par les administrations durant l'exécution des marchés.

La plateforme permet aux entreprises de mutualiser la remise des documents justificatifs exigibles des attributaires de marchés aux différents donneurs d'ordre publics utilisant ce site.

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés, par ailleurs, la plateforme garantit la confidentialité des documents déposés.

En outre, conformément à l'article R. 2143-14 du code de la commande publique, les opérateurs économiques ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qu'ils ont déjà transmis au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il relève de la responsabilité des opérateurs économiques de s'assurer de la validité de ces informations à la date de remise des offres fixée dans le présent document.

## ARTICLE 6 - CONTENU DE L'OFFRE

### 6.1 L'offre technique

#### a) Le cadre de réponse technique (annexe n°2 au règlement de la consultation)

Le cadre de réponse technique (offre technique) constitue la réponse du candidat aux besoins et exigences fixés par l'administration dans le CCTP.

Les éléments de réponse que le candidat aura fournis seront utilisés dans le cadre de la sélection des offres.

Pour faciliter l'analyse des offres, il est demandé au candidat de respecter strictement le plan fourni dans le cadre de réponse technique qui fait l'objet de l'annexe 2 du présent règlement.

**Sous peine d'irrecevabilité de son offre (CRT art. 2.2.4), le candidat apportera la preuve que les personnels étant amenés à conduire certains équipements de travail mobiles automoteurs ou servant au levage lors des prestations du présent accord-cadre, disposent des compétences théoriques et pratiques nécessaires à la conduite en sécurité de ce type d'engins.**

## **b) Echantillon**

Le soumissionnaire fournit un AI2M06 (soit un ATELIER INTERIEUR TYPE 2 - MINIMUM 2500W - Monophasé de 06 heures d'autonomie) comme échantillon représentatif du parc de l'administration.

L'échantillon sera livré au plus tard à la date de remise des offres, par transporteur (y compris le schéma de raccordement au secteur, les certificats de conformité, les documentations nécessaires pour son exploitation et la documentation associée décrite dans les livrables) à des fins de test, auprès du SCRTA sis 71 rue Marceau 72000 LE MANS.

Le colisage est celui prévu pour un envoi dans les DROM-COM, à des fins d'évaluation de sa qualité.

Les tests et mesures opérés par les services du SCRTA visent à confirmer, vérifier, le strict respect des attendus techniques de l'administration.

Ces manipulations ne visent pas à tester les limites physiques du matériel et sont donc théoriquement sans danger pour lui. La valeur technique du matériel n'est pas prise en compte dans l'analyse de l'offre.

Les échantillons seront à récupérer par le soumissionnaire, à ses frais, à l'issue de la procédure.

**L'absence de l'échantillon requis, ou sa réception postérieurement à la date limite, rend l'offre irrégulière.**

**Le procès-verbal de réception de l'échantillon sera conservé par le SCRTA qui le transmettra à l'acheteur le jour de l'ouverture des plis. Les candidats n'ont pas à le transmettre dans leur plis d'offre sur le profil d'acheteur.**

## **6.2 L'offre financière**

L'annexe à l'acte d'engagement « Bordereau des prix unitaires » intégralement complété et sans aucune modification.

Soit les onglets des cinq prestations et la grille de majoration.

## **6.3 L'engagement de confidentialité**

Le soumissionnaire remet le formulaire d'engagement de confidentialité (annexe n°1 du CCAP), datée et signée.

# **ARTICLE 7 - SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

## **7.1 Examen des candidatures**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2144-1 du code de la commande publique, l'acheteur vérifie les informations qui figurent dans le dossier de candidature tel que défini à l'article 5.1 du présent document, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques (cotraitants ou sous-traitants) sur les capacités desquels le candidat s'appuie.

En vertu de l'article R. 2144-3 du code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution de l'accord-cadre.

Au vu des éléments de candidature transmis par le candidat dans son pli et, le cas échéant, après demande de complément effectuée en application de l'article R. 2144-2 et/ou de l'article R. 2144-6

du code de la commande publique, l'acheteur élimine toute candidature qui ne peut être déclarée recevable conformément aux dispositions de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique.

## 7.2 Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, au sens des articles R2152-2 à R2152-4 du code de la commande publique, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut, dans le respect de l'égalité de traitement des candidats, demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Le candidat répond dans les délais fixés par l'administration dans sa demande de précisions. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

## 7.3 Critères d'attribution des offres

L'acheteur public examinera les offres dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 à R. 2152-7 du code de la commande publique au regard des critères pondérés mentionnés ci-après :

1. valeur technique	60 points
2. prix	40 points

### Méthode d'appréciation de la valeur technique (notée sur 60 points)

L'appréciation de la valeur technique se fait de la manière suivante :

L'acheteur examinera les offres techniques en fonction des critères et sous-critères ci-après :

<b>1</b>	<b>Structure et organisation du soumissionnaire</b>	<b>15</b>
1.1	Qualité du pilotage de projet	5
1.2	Pertinence du contrôle qualité et moyens mis en œuvre pour assurer le respect des contraintes opérationnelles de l'administration	5
1.3	Accompagnement et conseil	5
<b>2</b>	<b>Pertinence des moyens humains dédiés à l'accord-cadre</b>	<b>10</b>
2.1	Démonstration de la capacité en ressource humaine du soumissionnaire pour mener les missions demandées dans le CCTP	5
2.2	Présentation des compétences et du savoir-faire	5
<b>3</b>	<b>Pertinence des infrastructures, matériels et des moyens techniques mis à disposition dans l'exécution de l'accord-cadre</b>	<b>6</b>
3.1	Adéquation des infrastructures et unités de production dont le candidat dispose et qui seront affectées aux prestations du marché	2
3.2	Adéquation des matériels et moyens techniques affectés au marché, structurés par catégories dont le colisage DROM-COM	2

3.3	Adéquation des moyens d'intervention et de transport affectés au marché (exemples : véhicules légers routiers ou tout terrain, engins de franchissement, et tout autre qu'il jugerait utile)	2
<b>4</b>	<b>Pertinence des capacités et domaines de compétence</b>	<b>24</b>
4.1	Prestation AME	4
4.2	Prestation ASI	4
4.3	Prestation AER	4
4.4	Pertinence des procédures et moyens qu'il envisage de mettre en œuvre pour garantir la production et la fourniture des ateliers d'énergie et alimentations sans interruption dans les délais prescrits, en métropole, corse et DROMCOM	4
4.5	Prestation FORM	4
4.6	Prestation FPD	4
<b>5</b>	<b>respect des obligations environnementales</b>	<b>5</b>
5.1	les moyens qu'il met en œuvre dans le cadre du développement durable et notamment les efforts consentis pour faire baisser l'empreinte carbone de son activité	2,5
5.2	les modalités de gestion des déchets qu'il envisage de mettre en œuvre (mise au rebut des éléments remplacés, élimination et la valorisation des déchets produits dans le cadre de leur réalisation, conformément à la législation en vigueur) dans l'ensemble des prestations et particulièrement celles de démontage	2,5

**L'absence totale d'élément de réponse à l'un des thèmes susmentionnés conduira à l'irrégularité de l'offre du soumissionnaire.**

La note du critère « valeur technique » est calculée pour chaque candidat (candidat i) selon la formule suivante :

**Note technique du candidat i = 60 x (nombre total de points du candidat i / nombre total de points du candidat ayant obtenu le plus grand nombre de points)**

De cette façon, l'offre technique la mieux cotée reçoit la note maximale au critère « valeur technique » (en l'occurrence 60). La notation des autres offres est proportionnelle aux écarts de points.

#### **Méthode détaillée de notation du critère prix (noté sur 40 points)**

Le critère « prix » sera apprécié à partir des éléments contenus dans le bordereau des prix unitaires (BPU) complété par le candidat (colonne « prix à l'unité »), appliqués aux quantités (non contractuelles) figurant au DQE (RC – Annexe 1).

La formule de notation suivante sera appliquée :

$$\left[ \frac{\text{Offre la moins disante}}{\text{Offre du soumissionnaire}} \right] \times 40$$

#### **Note finale de l'offre :**

La note finale sur 100 points est calculée pour chaque soumissionnaire selon la formule suivante :

**Note finale de l'offre du soumissionnaire = note prix+ note technique**

### 8.1 Attribution de l'accord-cadre

Les offres sont classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée est ensuite retenue.

L'acheteur adresse via le profil PLACE au soumissionnaire dont l'offre est la mieux classée, un courrier d'attribution ainsi que l'acte d'engagement (formulaire attri 1) à compléter et signer par l'attributaire.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché transmet au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- **l'acte d'engagement (attri 1) complété, daté et signé ainsi que les délégations de pouvoir appropriées ;**
- **un relevé d'identité bancaire ;**
- **Les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motif d'exclusion mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique :**
  - Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales :
    - 1) Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE.
    - 2) Une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
    - 3) Une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF ;
  - **le cas échéant**, les pièces prévues aux articles du code du travail suivants :
    - 1) R. 1263-12 (salariés détachés),
    - 2) D.8222-5 (attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale ou D.8222-7 (attestation pour les cocontractants étrangers).
    - 3) D. 8254-2 (liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à autorisation de travail).

Les candidats établis à l'étranger transmettent les documents suivants :

- 1) Un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusions de la procédure de passation du marché, traduit en langue française (article R2.143-9 du code de la commande publique) ;
- 2) Un certificat établi par les administrations et organismes de son pays ou d'établissement attestant de la régularité de sa situation fiscale et sociale, traduit en langue française (article R.2143-7 du code de la commande publique) ;
- 3) la liste nominative des salariés détachés sur le territoire français pour l'exécution du marché public et soumis à autorisation de travail (article D.8254-3 du code du travail).

➤ **Lorsque le soumissionnaire est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.**

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-avant, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, les documents justificatifs peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le soumissionnaire concerné devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement

Si le soumissionnaire retenu ne peut produire les documents ci-dessus et dans le délai fixé par l'administration, sa candidature est déclarée irrecevable et le soumissionnaire est éliminé. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

➤ Conformément à l'article D. 113-14 du code des relations entre le public et l'administration, le soumissionnaire retenu n'est pas tenu de produire les pièces listées ci-dessus, si elles peuvent être obtenues directement auprès d'une autre administration.

➤ A l'instar des pièces relatives aux capacités des soumissionnaires, et conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique, le soumissionnaire retenu n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir par les moyens :

1) d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2) d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

A cette fin, le représentant du pouvoir adjudicateur propose au candidat l'utilisation de la plateforme **e-Attestations.com** mentionné à l'article 5.2 du présent règlement de consultation.

## **8.2 Mise au point des composantes de l'accord-cadre**

---

Conformément à l'article R. 2152-13 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes de l'accord-cadre avant sa signature sans que cette mise au point puisse avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou de l'accord-cadre.

## **8.3 Offres non retenues**

---

Dès qu'il a fait son choix, le pouvoir adjudicateur notifie à tous les autres candidats le rejet de leur offre, en leur indiquant les motifs de ce rejet.

Cette notification de rejet se fait via la PLACE.

## **8.4 Abandon de procédure**

---

Conformément à l'article R. 2185-1 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, déclarer la procédure sans suite. Dans ce cas, le représentant du pouvoir adjudicateur communique dans les plus brefs délais les motifs de sa décision de ne pas attribuer l'accord-cadre ou de recommencer la procédure aux opérateurs économiques y ayant participé.